

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 12 DÉCEMBRE 2017 / N° 28

Président : M. Xavier Dobler, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Sophie Lachat, secrétaire du Conseil général

Lieu : Halle de gymnastique de Montsevelier

Monsieur **Xavier Dobler**, ouvre la séance à 19h30 et souhaite la bienvenue aux conseillers communaux, aux conseillers généraux. Il salue les représentants de la presse et de la radio. Il souhaite la bienvenue au public et aux orateurs des points 6 et 7 de l'ordre du jour.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 43 du 29 novembre 2017
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal du Conseil général du 19 septembre 2017
3. Communications
4. Questions orales
5. Traitement du postulat de M. Jean-Paul Chételat intitulé « Encouragement à la réhabilitation des centres anciens »
6. Discuter et voter un crédit de Fr. 86'500.- pour la réfection de la desserte forestière « Chemin des Rions » (à couvrir par le fonds bourgeois de Vicques, sous déduction des subventions cantonales et fédérales)
7. Discuter et préavisier un crédit d'investissement de Fr. 5'525'000.- pour le projet Scheulte « Reco-laine », mesures de protection contre les crues (à couvrir par le fonds des digues, sous déduction des subventions à recevoir et participation de tiers) ; élaborer le message au corps électoral

Monsieur **Xavier Dobler** attire l'attention qu'il s'agit du Chemin des Vions et non des Rions.

Monsieur **Xavier Dobler** demande s'il y a des propositions de modification à cet ordre du jour.

Comme il y n'a pas d'observation, l'ordre du jour est accepté tel que formulé.

1. Appel

La parole est donnée à la secrétaire du Conseil général, Madame **Sophie Lachat**, qui procède à l'appel nominatif des conseillers généraux.

Présents : Madeleine Brêchet, Jean-Paul Bindy, Luc Chalverat, Jean-Luc Charmillot, Jean-Paul Chételat, Martial Chételat, Régis Chételat, Martin Clerc, Laurent Der Stepanian, Xavier Dobler, Michel Gury, Daniel Joray, Romain Lambert, Philippe Limacher, Samuel Rohrbach, Mme Dominique Rudolf, Alain Ryser, Pierre-Henri Scherer.

Excusés : Pascal Lachat, Carlos Peña Reyes, René Ruffieux

Non-excuse : Vincent Charmillot

18 sur 22 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur le maire est présent ainsi que 6 conseillers communaux.

2. Procès-verbal du Conseil général du 19 septembre 2017

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. **Monsieur le président** propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le président demande s'il y a des remarques, modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, **Monsieur le président** déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Communications

CONSEIL COMMUNAL

Tritout – Presse plastique

Monsieur Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

"La collecte des plastiques mixtes est proposée à la déchèterie et le conditionnement de cette matière est assuré par une presse, dont l'entretien et les réparations deviennent de plus en plus fréquents au fil des ans. Dernièrement, une nouvelle réparation a été effectuée sur cette machine, ce qui a amené le Conseil communal à réfléchir sur cette problématique.

Actuellement, les plastiques collectés au Tritout servent à produire de l'énergie par valorisation thermique. En plus de la problématique de la presse le Conseil communal désire aussi prendre en compte les aspects écologiques liés à l'élimination des plastiques.

Deux filières actuellement en place ont un apport écologique réel et incontesté :

- Le PET, repris au Tritout
- D'autres plastiques appelés thermoplastiques qui peuvent être modifiés par chauffage et refroidissement successifs. Ils sont compressés, broyés, lavés et régénérés en granulés prêts pour un nouvel usage. Concrètement, les grandes surfaces orange reprennent ces plastiques, il s'agit de bouteilles de produits de nettoyages, de savons ou autres.

De manière globale, une réflexion plus large doit être conduite avec le SEOD afin de définir une ligne de conduite pour le recyclage des matières plastiques. A titre indicatif, notre commune paie CHF 23'000.- par année pour l'élimination de cette matière, soit environ 10 francs par équivalent habitant.

On constate aussi des apports parfois excessifs au Tritout, qui dépassent les quantités ménagères.

Pour des raisons d'hygiène, il est rappelé que les barquettes de viande, de fruits, de fromage et autres gobelets de yaourt, doivent être jetés dans les sacs taxés.

Au vu des éléments énoncés, le Conseil communal a décidé ce qui suit :

- 1) Effectuer des contrôles ponctuels au Tritout pour lutter contre le tourisme des déchets.
- 2) Evaluer le remplacement de la presse sous ses différents aspects : écologique, financier mais aussi fonction de notre relation avec le SEOD.
- 3) Profiter de l'envoi de la vignette 2018 et du memento des déchets pour informer les ménages de Val Terbi et Courchapoix des éléments relevés ci-dessus.

Je vous remercie de votre attention".

CONSEIL GÉNÉRAL

Le président informe que la première séance de la prochaine législature sera convoquée en janvier prochain et à cet effet, le doyen âge tiendra cette soirée avec pour but de constituer le bureau du Conseil général et nommer les commissions permanentes.

Dépôt d'une motion intitulée "Projet Scheulte : D'accord, mais...."

Monsieur **Michel Gury** a déposé ce soir une motion intitulée "Projet Scheulte : D'accord, mais". Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 29 et 31 du règlement du Conseil général de la Commune mixte de Val Terbi.

Contenu de la motion :

"Se protéger des sursauts de la Scheulte, personne n'en conteste l'idée. Mais, en l'occurrence, d'autres habitants de Vicques, qui ne sont pas riverains de la rivière, se sentent oubliés. Ils sont une quinzaine à craindre comme la peste des pluies persistantes qui provoquent l'inondation de leurs sous-sols.

Lors de grandes eaux, au vu de leurs répétitions, des assurances renâclent à assumer les dégâts. Comme ils ne sont pas riverains d'un cours d'eau, ils ont l'impression qu'on les oublie.

Heureusement, depuis cette année, la loi fédérale, celle invoquée ce soir, autorise désormais la prise en compte de telles situations.

Il s'agit, vous l'avez compris, des habitations comprises dans le secteur du Chemin Poudry.

Ma motion demande que l'autorité communale donne mandat à un institut spécialisé afin d'établir un plan d'évacuation des eaux, sans trop attendre, cette surface étant susceptible, à moyen terme, de changer de statut, en zone constructible".

4. Questions orales

Impasse du Chaipelat

Michel Gury, conseiller général

"J'habite à l'impasse Chaipelat, à Vicques. Tous les jours, passent des personnes se trompant de chemin et s'y retrouvent coincées. Tant que ce sont des cyclistes et piétons, cela ne pose pas trop de problème, mais quand il s'agit d'une voiture, c'est autre chose. Elle a du mal à en sortir". J'avais demandé d'y remédier par la pose d'un panneau de signalisation avec la mention « Sans issue » ? "

Réponse du Conseil communal par Yvan Burri, conseiller communal

"Le Conseil communal a mandaté la commission des travaux publics pour étudier cette problématique. En conclusion, il n'y a pas lieu de mettre un tel panneau. L'exécutif a suivi le préavis des travaux publics".

Monsieur Michel Gury n'est pas satisfait.

Eclairage public / déficit sécuritaire sur route cantonale et Rue du Boutchu

Romain Lambert, conseiller général

"Mesdames et Messieurs les Conseillers, en date du 17 janvier 2017, je questionnais l'administration communale de Val Terbi par le biais d'un courriel à l'attention du secrétariat communal et de MM. Michel Brahier et Yvan Burri sur deux points :

- Véhicule lourd sur une route de desserte : Rue du Boutchu à Vicques
- Déficit sécuritaire en raison d'un manquement d'éclairage sur la Rue du Boutchu à Vicques

Un dossier a été remis lors de cet envoi pour documenter mes propos.

Restée sans réponse, la question a été évoquée une seconde fois en commission des TP le 1^{er} février 2017 notamment avec M. Brahier. A cette occasion, j'ai présenté trois photos montrant le passage d'un bus articulé de 18.50 m ainsi que la « zone morte » sans éclairage au droit du bâtiment N°8 Respinguet.

Sur la base du plan BKW SA, il a été démontré que les équipements souterrains étaient déjà existants, avec le câble électrique. Il suffit de commander et faire installer un candélabre à BKW SA pour répondre au manque d'éclairage dans ce secteur et garantir ainsi la sécurité des usagers.

Lors de cette séance, j'avais aussi indiqué qu'un luminaire dans le carrefour « Rue du Boutchu-Route cantonale » était défectueux.

La commission des TP s'était prononcée en recommandant la pose du candélabre mentionné.

Jusqu'à fin mars 2017, je n'avais pas reçu de réponse et je m'étais inquiété car la situation s'est encore dégradée puisque qu'un second luminaire en bord de route cantonale, voisin du premier déjà en panne au droit du carrefour, était aussi défectueux.

Je veux être très clair sur mes intentions au travers de ce message : Il s'agit pour moi de faire mon devoir d'information de par ma profession auprès des responsables de la sécurité pour Val Terbi. Si vous vous rendez sur place, vous constaterez par vous-même que Romain Lambert n'en retirera un quelconque bénéfice. Il s'agit uniquement d'un aspect sécuritaire pour les usagers de cette rue, l'accès au bâtiment Respinguet, et qui plus est l'itinéraire cyclable N° 703.

J'aimerais encore sensibiliser les autorités sur l'entrée en force de « Via Sicura » en 2013 et notamment l'art. 6a de la loi sur la circulation routière (LCR) qui décrit les bases légales pour la gestion de la sécurité des usagers des infrastructures routières, pour les routes nationales, cantonales et **communales**. Cet article reporte cette responsabilité sur l'exécutif de Val Terbi.

En avril 2017, c'est par voie orale que M. Burri m'informe que le conseil communal n'entrera pas en matière. Depuis je n'ai pas eu de prise de position écrite des autorités à ce sujet.

J'attends aujourd'hui une prise de position du conseil qui sera porté au procès-verbal de cette séance.

D'avance merci pour votre réponse".

Réponse du Conseil communal par le maire

"Il serait judicieux de pouvoir répondre à la prochaine séance du Conseil général. Dans un premier temps, les cars postaux ne manœuvreront plus devant le centre communal afin de garantir la sécurité pour les usagers de la crèche principalement. Dans un deuxième temps, la commune est en pourparlers avec CarPostal afin de trouver une solution dans le quartier au lieu-dit « Rue du Boutchu ». En cas de nouvelles constructions, l'éclairage de ladite rue sera revu."

Monsieur Romain Lambert est partiellement satisfait. Il trouve dommage de ne pas installer ces deux candélabres car il n'y a pas de génie civil à prévoir. La commune de Val Terbi doit et à la devoir de garantir la sécurité.

Canicrottes, où en sommes-nous deux ans plus tard

Romain Lambert, conseiller général

"Mesdames et Messieurs les Conseillers, en date du 22 septembre 2017, je vous interpellais sur la problématique des déjections de nos amis à quatre pattes dans la nature.

Monsieur Burri affirmait que le problème allait être pris en mains et des poubelles prévues à cet effet installées aux endroits nécessaires.

Deux ans plus tard, rien n'a été entrepris. J'ai porté le sujet à plusieurs reprises au conseiller communal et notamment en séance de la commission des travaux publics 09.09.2015 et 28.09.2016. Je rappelle que ces équipements et leurs gestions sont financés par la taxe sur les chiens. Pourquoi aucune installation n'a été réalisée à ce jour. Merci pour votre réponse".

Réponse du Conseil communal par Yvan Burri, conseiller communal

"Il n'y a pas lieu de multiplier les installations de poubelles inutilement mais une sera posée contre un candélabre au lieu-dit « Rue du Boutchu »".

Monsieur Romain Lambert n'est pas satisfait.

Procédure de plan spécial : Y a-t'il un problème sur le traitement des dossiers privés au sein de la commune de Val Terbi ?

Romain Lambert, conseiller général

"Mesdames et Messieurs les Conseillers, une fois n'est pas coutume, je m'adresse à vous ce soir pour un projet qui me concerne directement. Il s'agit du développement d'un petit plan spécial nommé « Recolaine 27 » sur la localité de Vicques.

Il n'est pas question de vous le soumettre et de vous l'exposer, mais simplement d'interroger le conseil communal sur un problème de traitement de dossier au sein de la commune de Val Terbi.

En date du 8 février 2017, le projet « Recolaine 27 » porté par moi-même et mon frère Didier a été remis aux autorités communales de Val Terbi pour consultation et prise de position. Cette consultation est obligatoire avant l'envoi du dossier à l'examen préalable au SDT.

Peu après, contacté par téléphone, Monsieur Pierre Lovis m'a informé que le projet avait reçu un bon accueil, qu'une petite adaptation devrait être apportée (fusion de deux parcelles), et que sous cette condition le CC validait notre projet.

Pierre m'a encore informé que nous recevions la prise de position écrite prochainement.

- Le 10 mars 2017, je relançais Pierre Lovis pour ce courrier.
- Puis je me suis permis de rappeler Pierre cet été car nous n'avions pas de retour de la commune de Val Terbi.
- Une nouvelle foi par courriel le 16.11.2017, toujours sans réponse.
- Puis dernièrement lors de la convocation reçue dans le cadre du projet de modification du PAL (plan d'aménagement local).

Voici ma question : "Y a-t-il un problème dans le suivi des procédures ou du courrier au sein de l'administration ? Pour quelle raison il semble que le conseil ne donne pas suite à notre interpellation ? Merci pour votre réponse".

Réponse du Conseil communal par Pierre Lovis, conseiller communal

"Avec une surcharge de travail, il est vrai que ce dossier a été un peu oublié. Le dossier sera repris tout prochainement".

Monsieur Romain Lambert est satisfait.

5. Traitement du postulat de M. Jean-Paul Chételat intitulé « Encouragement à la réhabilitation des centres anciens »

Auteur : M. Jean-Paul Chételat, membre de la commission de l'urbanisme

"La révision du plan directeur cantonal qui découle de la révision de la LAT était en consultation publique jusqu'au 31 août 2017, il devrait être adopté d'ici au 1^{er} mai 2019, délai imposé par la confédération. Les communes ont jusqu'à fin 2024 pour réviser leur plan d'aménagement local (PAL). Celui de Val Terbi est actuellement en révision et devrait entrer en vigueur courant 2019.

La nouvelle législation impose aux communes de densifier l'habitat et de réduire la zone à bâtir au profit des zones agricoles. L'une des pistes pour y arriver est de réhabiliter les centres anciens notamment dans les villages. Cet objectif ne pourra être atteint sans un programme d'encouragement qui doit avoir pour but premier d'inciter les propriétaires de bâtiments situés dans les centres des villages à utiliser le potentiel du patrimoine bâti pour créer de nouveaux logements. La fiche U.01.3 du nouveau plan directeur cantonal prévoit que le canton et les communes mettent en place de tels programmes.

Pour les communes, il s'agit principalement de fournir un soutien financier mais aussi des aides sous d'autres formes. Il est à relever que les taux d'intérêts bancaires actuellement très bas peuvent encourager les propriétaires à entreprendre des démarches pour la construction de nouveaux logements.

La commission de l'urbanisme est d'avis qu'il faut être proactif en créant avant l'entrée en vigueur du nouveau PAL, un programme financier pour la réhabilitation des centres anciens.

Cela permettrait à la commune de Val Terbi d'être rapidement compétitive sur le marché du logement qu'induirait inévitablement à la hausse la réduction des surfaces pour l'habitat individuel. Dans ce domaine, force est de constater que ces dernières années, la commune de Val Terbi est à la traîne, en regard de l'offre faite dans les localités voisines notamment Courroux et Courrendlin.

Au vu de ce qui précède, le conseil communal est chargé de rédiger un rapport de faisabilité de la mise en place d'un programme d'encouragement pour la réhabilitation des centres anciens. Il mentionnera notamment des pistes pour un soutien financier. Un traitement rapide de ce dossier est souhaité."

Développement : M. Jean-Paul Chételat, membre de la commission de l'urbanisme

"Monsieur le Président, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, lors de la dernière séance du conseil général, j'ai déposé le postulat « Encouragement à la réhabilitation des centres anciens ».

La raison principale pour laquelle j'ai déposé ce postulat est la suivante :

La commission de l'urbanisme, dont je fais partie, planche actuellement sur le nouveau plan d'aménagement local.

Ce plan découle de la révision de la Loi sur l'Aménagement du Territoire, votée en 2013, qui impose aux communes de densifier l'habitat et de réduire la zone à bâtir au profit de la zone agricole.

Réhabiliter les centres anciens est la principale piste pour respecter cette nouvelle législation.

Un programme d'encouragement permettra d'inciter les propriétaires de bâtiments situés dans les centres des villages à utiliser le potentiel du patrimoine bâti pour créer de nouveaux logements.

Il y a également d'autres raisons pour lesquelles il est adéquat de proposer un encouragement:

Comme première raison :

La rénovation d'un ancien bâtiment dans une zone de centre comporte des contraintes qui peuvent faire renoncer certaines personnes intéressées. Un coup de pouce peut faire la différence. Il peut concerner les aspects techniques (par exemple l'obtention du permis) et les aspects financiers

Comme deuxième raison :

Les taux hypothécaires sont très favorables, le moment est donc bien choisi pour donner un signal d'encouragement

Et, comme troisième raison :

Rénover et rendre habitable des bâtisses à l'état d'abandon rend nos villages plus attractifs et accueillants : Il s'agit de réfléchir à valoriser l'habitat existant et de donner l'envie de rénover.

J'insiste sur le fait que ce postulat demande simplement un rapport sur la faisabilité de mise sur pied d'un encouragement.

Comme vous l'aurez compris, il est soutenu par la commission de l'urbanisme.

Concernant le financement d'un tel projet, c'est justement en acceptant ce postulat que nous obtiendrons les réponses à cette question. Ceci par le biais des études nécessaires pour établir le rapport de faisabilité.

En acceptant ce postulat, le Conseil général donnera un signal supplémentaire en faveur de la révision du PAL, dans lequel l'enjeu majeur est de densifier le milieu déjà bâti. Je vous invite donc à soutenir ce postulat".

Proposition du Conseil communal : M. Pierre Lovis, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le postulat de M. Chételat, demande au conseil communal un rapport sur la faisabilité de la mise en place d'un programme d'encouragement pour la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens, ainsi que de trouver des pistes financières.

Ce postulat devrait trouver sa place dans, la Loi sur l'Aménagement du Territoire (LAT), le Plan Directeur Cantonal (PDC), et le Plan d'aménagement Local (PAL)

Effectivement, ces nouvelles directives de l'aménagement du territoire nous incitent à densifier les centres des localités. Ces centres sont des plus contraignants lorsque l'on veut y intervenir par de la rénovation ou de la construction:

- ✓ Contrainte dû au bâti existant,
- ✓ Zone centre,
- ✓ Indice à la construction,
- ✓ Places de parc,
- ✓ Patrimoine historique, ou autres....

Le conseil communal est tout à fait d'accord avec un tel programme de réhabilitation, mais les réalités ne sont pas simples.

Quels seront les critères de ce programme ?

Être dans un périmètre ISOS (inventaire fédéral des sites protégés)?

Être en zone centre ?

Avoir un critère quantitatif, relatif à la surface de plancher réhabilité ?

Etc...

Où trouver le financement ?

- Par des fondations ou des dons privés ?
- Par l'élaboration d'une taxe prise sur les nouvelles constructions en dehors de la zone centre, calculée soit par m² de Surface habitable bâtie (SHB), soit en % de la valeur officielle ou d'autres façons...
- Par le fonds 5 LAT ?

Après les renseignements pris auprès des localités voisines, aucun programme de ce genre est en cours.

Un projet-pilote entre, la confédération, le canton, Porrentruy et Fontenais avait été lancé de 2008-2012. Depuis, le canton et la confédération, se sont retirés Il n'y a plus que Porrentruy qui soutient encore un encouragement à la réhabilitation de l'habitat dans le Centres Ancien (ERHCA) et ceci seulement en puisant dans les finances communales

La réalisation d'un programme de réhabilitation est une chose pour laquelle le Conseil communal est très positif, mais ne brûlons pas les étapes. Il est peut-être indiqué d'attendre que le canton ou la confédération lancent le projet, qui d'une façon ou d'une autre devrait se réaliser, ceci en conséquence à la nouvelle LAT.

En conclusion, le Conseil communal est d'avis qu'il appartient prioritairement aux autorités cantonales et fédérales de légiférer sur ce sujet.

Tout en étant favorable à la réhabilitation des centres anciens, le Conseil communal ne peut se prononcer favorablement à ce postulat qui n'aura tout son sens que s'il s'inscrit dans un projet global.

Je vous remercie de votre attention".

Discussion générale :

Doit-on vraiment attendre sur le Canton et la Confédération. En son temps, afin de favoriser les constructions, les bourgeoisies offraient le bois. Il n'est jamais simple de trouver les finances.

Votation :

18 conseillers prennent part au vote, majorité absolue 10.

Par 17 oui, 0 non et 1 abstention, le postulat intitulé « Encouragement à la réhabilitation des centres anciens » est accepté.

6. Discuter et voter un crédit de Fr. 86'500.- pour la réfection de la desserte forestière « Chemin des Vions » (à couvrir par le fonds bourgeois de Vicques, sous déduction des subventions cantonales et fédérales)

Entrée en matière: M. Sylviane Faivre, conseillère communale

"Mesdames, Messieurs, nous vous proposons ce soir la réfection de la desserte forestière au lieu-dit Chemin des Vions par la votation d'un crédit de 86'500 francs".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond: M. Luc Roueche, garde forestier



Description par secteur

Lieu	Pré Derrière (Montagne)
Div	12, 13, 14 et 32
Surface desservie	70 ha
Exploitation prévue	450 m ³ par année

Objectifs de réfection

- Sécurisation du chemin (largeur et solidité)
- Optimisation de l'exploitation forestière (câble grue)
- Accès aux pâturages (Pré derrière et Rétemberg)
- Passage AJTP
- Balisage cyclable

Coûts et financements

- Estimation des coûts selon forfait 54'960 francs (englobant gestion et concept de desserte et préparation de chantier, coupe)
- Taux de subventionnement, 56% soit maximum 30'777 francs
- Participation communale (solde) pris dans le fonds forestier de la Bourgeoisie de Vicques

Devis et frais effectifs

<u>Devis et frais effectifs:</u>	
• Elaboration concept desserte :	5'000.— (Triage forestier)
• Coupe pour élargissement :	1'800.—
• Construction chemin (Chételat) :	39'000.—
• Elaboration du projet 10% :	4'580.— (Triage forestier)
• <u>Divers et imprévus 10% :</u>	<u>4'580.—</u>
• Total :	54'960.—

Luc Roueche mentionne que deux offres ont été demandées à deux entreprises de la région. L'entreprise Chételat SA a envoyé la meilleure marché.

Conclusion

La réfection du chemin du Pré Derrière est opportune pour :

- ✓ Aménager une desserte optimum (forestier, agricole, pédestre et cyclable)
- ✓ Bénéficier d'un maximum de subventions cantonales et fédérales
- ✓ Aucune charge dans le compte courant (fonds forestier spécifique)

- > Les inondations de 2005 et 2006 sur le quartier d'Es Montès, puis celles qui ont frappé le territoire cantonal en 2007 ont initié un vaste projet de planification de l'aménagement de la Birse, de la Scheulte et du Biel de Val, conduit conjointement par les autorités communales de Courroux et de Val Terbi.



- > Le plan directeur "Scheulte" approuvé en 2015 par le canton, propose un train de mesures à mettre en œuvre par étapes successives.

Pour rappel, le règlement des digues de la commune de Val Terbi a été adopté par le Conseil général le 24 septembre 2013 et approuvé par le Département de l'Environnement et de l'Équipement.

Séquence « Recolaine »

- > C'est particulièrement dans le quartier d'Es Montès que les inondations se sont sévèrement manifestées ces dernières années. La séquence des mesures « Recolaine » sera donc faite en priorité. Elle sera suivie par celle de « Vicques ».



- > Le projet élaboré par un groupement de bureaux pluridisciplinaires consiste essentiellement à donner de la place à la rivière (Scheulte et Biel de Val), comme récemment, sur la Sorne à Delémont ou encore sur la Scheulte et la Birse à Courroux (travaux en cours).
- > Le dossier comporte un document technique, appelé projet de l'ouvrage, et un plan spécial, qui permet de cadrer la procédure d'enquête publique.
- > Les mesures qu'il propose sont sûres du point de vue technique, efficaces contre les crues rares (plus rares que celles vécues jusqu'ici), proches de l'état naturel avec une flore et une faune diversifiées et une biodiversité redynamisée.
- > Le projet apporte la sécurité attendue et une très forte plus-value en termes de valeur paysagère et d'attractivité pour la commune.



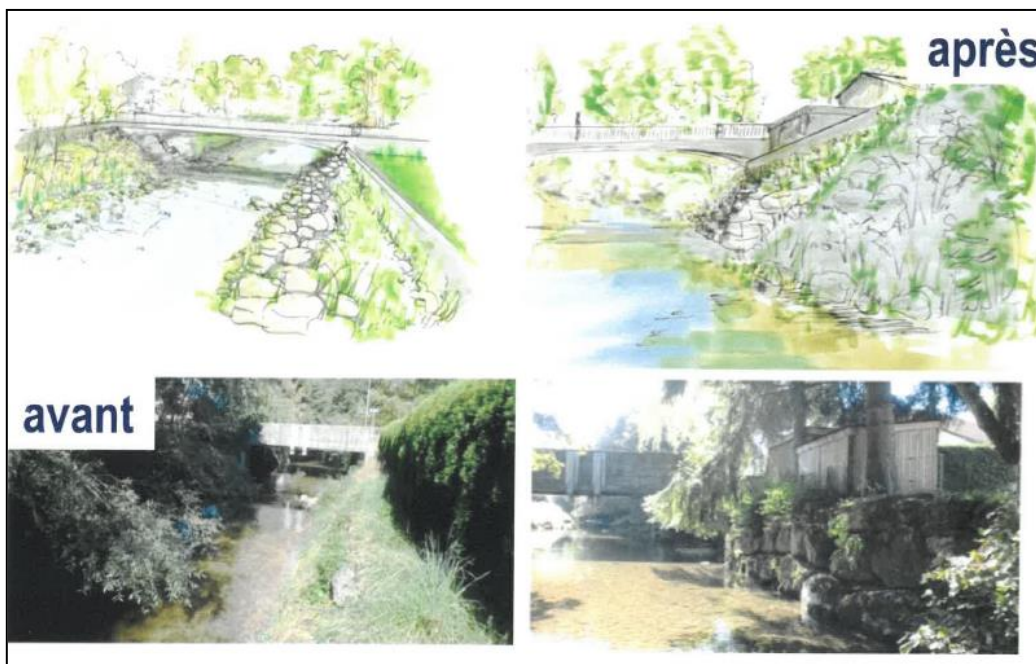
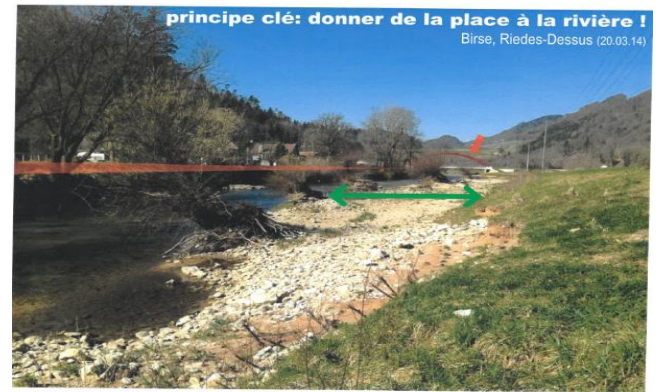
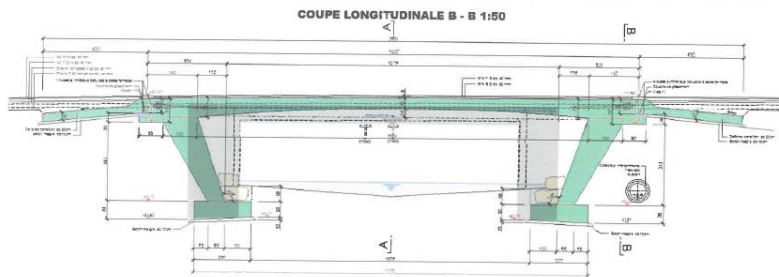
Faisabilité du projet en quelques points

- > Les acteurs concernés ont été activement consultés en cours de projet, les riverains et les autorités compétentes tout particulièrement.
- > Les exigences contraignantes de la protection et de l'aménagement des cours d'eau sont respectées : donner de l'espace à la rivière et l'aménager de manière naturelle et extensive.
- > Les deux franchissements de la route cantonale sont redimensionnés. Le nouveau pont de Recolaine sera plus large et plus haut. Son intégration paysagère sera particulièrement soignée. Le nouveau voûtage du Biel de Val permettra de tripler sa capacité d'écoulement actuel. La conception de ces deux ouvrages respecte les exigences de la circulation routière.

pont de Recolaine élargissement et rehaussement

pont cadre :

- portée augmentée de 10 m à 15 m
- hauteur tablier variable: $h = 40 \text{ cm}$ à $h = 85 \text{ cm}$
- montants inclinés
- revanche variable avec $\max = 34 \text{ cm}$ par rapport à Q_{100}



- > Les meilleures synergies ont été trouvées. Elles garantissent le remplacement du pont de Recolaine par le canton et donnent l'opportunité de revitaliser la Scheulte dans sa partie supérieure, comme l'exige la planification cantonale en la matière.
- > Pour faciliter la mise en œuvre du projet, des accords ont été passés avec les propriétaires riverains concernés, pour réserver l'espace nécessaire du cours d'eau et garantir son exploitation extensive notamment.

périmètre des mesures de protection contre les crues



Coût de réalisation du projet

- > Le crédit d'investissement correspondant est soumis par voie des urnes à la décision du Corps électoral.
- > Une fois le crédit libéré, les plans seront mis à l'enquête publique. Les décisions de subventions pourront ensuite être établies et les travaux démarrer.

éléments du financement	coûts [CHF]	
ouvrages de protection Scheulte (aval)	1'970'000	
revitalisation Scheulte (amont)	770'000	
ouvrages de protection Biel de Val	500'000	
passerelle Es Montès	260'000	
pont de Recolaine, part communale ¹	65'000	
acquisitions foncières	120'000	
direction des travaux	540'000	
suis et investigations	200'000	
alarme/intervention, entretien (planifications)	150'000	
réserve	540'000	
tva	410'000	
crédit d'investissement	5'525'000	
montants préfinancés ²	470'000	
dépense totale	5'955'000	
contributions CH + JU ³	-4'760'000	
participations de tiers	- 100'000	
montants préfinancés	- 470'000	
charge restante ("fonds des digues") ⁴	665'000	

- > Le montant de l'investissement de CHF 5'525'000.- représente un plafond qui ne devra pas être dépassé.
- > Sur la base du préavis fédéral et cantonal, le dossier peut prétendre à des subventions maximales.
- > Le taux de subvention pourrait s'élever à la hauteur de 90% des coûts admis aux subventions, sous réserve de la décision ultérieure des autorités compétentes.
- > La loi sur les subventions (LSubv) ne permet pas d'obtenir d'engagement plus ferme à ce stade.

- > Les coûts du remplacement du pont de Recolaine¹ sont essentiellement supportés par le canton. La part communale est marginale (65'000.-) et représente la part nette des travaux dus par le projet Scheulte "Recolaine" (subventions déduites). Par effet d'opportunité et de synergie, la Commune profitera de la réfection complète du pont pour remplacer des conduites et moderniser l'éclairage public. Les dépenses, estimées à 120'000.-, seront financées par les comptes des services communaux correspondants.
- > Les montants préfinancés² par la commune sont à porter en déduction de la charge communale. Il s'agit des dépenses de planification et de communication du projet.
- > Le plan financier considère prudemment les contributions fédérales et cantonales³ à hauteur de 80% des coûts effectifs, considérant les conditions de la loi sur les subventions.
- > La charge restante⁴ (intérêts et amortissement) est prise par le fonds des digues en fonction de sa capacité financière.

avec revitalisation de la partie amont (surlongueur) : + 35% de subventions



coûts (sans pont Recolaine) : CHF 5'800'000.- TTC

taux de subventions : ≤ 90%

coûts restants : CHF 630'000.- TTC

24.10.17

171024 info_cc_com

charge communale
réduite 3x

Préavis des commissions communales

- > Les commissions communales ont préavisé favorablement la réalisation du projet (Gestion, vérification des comptes et finances - Travaux publics - Bourgeoisie de Vicques).
- > Elles ont salué le travail accompli, la qualité du dossier et la solidité de son plan de financement.
- > Elles ont également pris acte qu'il n'existait pas de véritable alternative à la réalisation de ce projet, compte tenu des responsabilités de la commune en matière de protection contre les crues et de l'obligation pour le canton de mettre en œuvre les mesures de revitalisation planifiées.

Conclusions

- > L'investissement et les enjeux du projet sont importants. Les subsides sont considérables. Les coûts restants n'affectent pas le ménage communal. Le fonds des digues permet de couvrir entièrement la part communale du projet. Il se révèle à l'occasion d'une portée décisive.
- > C'est une responsabilité communale de veiller à ce que les inondations ne se produisent plus !

Le Conseil communal invite dès lors le Conseil général à préavisé favorablement le crédit d'investissement de CHF 5'525'000.- permettant la réalisation du projet.

Monsieur le président ouvre une discussion.

Il y a trente ans 4 vannes se trouvaient au bord de la Scheulte. A ce jour, il n'en reste plus qu'une. Pourquoi ne pas avoir pris la Scierie dans ce projet demande Monsieur Michel Gury. Il faut agir de manière intégrée et le Canton est arbitraire. Il y a une concession pour la force hydraulique.

Madame **Dominique Rudolf** a l'impression que l'on donne cet argent que pour les habitants d'Es Montes alors que cet endroit sensible aux inondations était connu. Selon Monsieur Moritz, le devoir de la commune est de protéger les maisons construites. Ce n'est pas un cas isolé, l'exemple de Morépoint à Delémont est cité en exemple.

Monsieur **Romain Lambert** constate qu'une emprise de terrain privé aura lieu afin de mettre le cours d'eau à ciel ouvert. A-t-on prévu une indemnisation ? Il y aura un changement d'affectation au niveau de la valeur officielle.

Le Biel de Val ne peut pas être sorti du projet. Les investigations hydrogéologiques et notice d'impact sont à faire afin de recevoir le subventionnement le plus élevé.

Monsieur **Jean-Luc Charmillot** demande des explications sur la revitalisation du cours d'eau. En zone agricole, le ruisseau pourra déborder et revenir dans le lit du cours d'eau sans conséquence.

Pourquoi sacrifier la place de l'Helvetia pour remettre à ciel ouvert le cours d'eau s'exclame Monsieur **Michel Gury**. Les instances cantonales et fédérales ont imposé cette mise à ciel ouvert.

Les instances supérieures sont-ils venus sur place pour la sécurité. Il y a eu une pesée d'intérêt.

Le 23 juin 1973 Monsieur **Michel Gury** a connu la plus haute inondation. On préconise une crue tous les 100 ans. La crue de 1973 est une crue importante mais pas plus selon Monsieur Denis Moritz.

En faisant le calcul, Monsieur **Pierre-Henri Scherer** arrive à une subvention de 79,4% et non à la subvention annoncée. La votation interviendra bien le 4 mars 2018.

Monsieur **Martin Clerc** trouve la dépense excessive par rapport à la proportion des inondations.

Comme il n'y a plus de questions, Monsieur le président passe au vote.

Le Président du Conseil général relève une erreur dans le projet de message, c'est le Conseil général et non le Conseil communal qui rédige le message à l'intention du Corps électoral.

Votation :

18 conseillers prennent part au vote, majorité absolue 10.

Par 17 oui, 0 non et 1 abstention le crédit d'investissement de Fr. 5'525'000.- pour le projet Scheulte « Reco-laine », mesures de protection contre les crues (à couvrir par le fonds des digues, sous déduction des subven-tions à recevoir et participation de tiers) est accepté.

Par 17 oui, 0 non et 1 abstention, le message est accepté avec la remarque faite par Xavier Dobler.

Mot de fin de législature par Xavier Dobler.

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les membres du Conseil communal, Chers collègues du Conseil géné-ral, la première législature de la commune fusionnée de Val Terbi touche à sa fin et nous pouvons nous réjouir des nombreux projets entrepris avec succès, depuis le 1^{er} janvier 2013, dont la plupart sont aujourd'hui termi-nés.

Pour garantir la réussite de cette entreprise titanesque, nous avons tout d'abord dû poser les bases de notre périple avec la rédaction de 15 règlements et 7 cahiers des charges pour les commissions permanentes. A ce jour il subsiste encore 2 ou 3 règlements qui doivent être adaptés, mais cela se fera dans le cadre de la réalisa-tion des travaux en cours comme par exemple les règlements sur les constructions avec la révision du PAL.

Les plans de route étant posés, nous avons pu débiter les projets nécessaires pour le maintien voire l'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens dans les 3 localités de Val Terbi.

Si nous retenons plus facilement les grands ouvrages réalisés ou encore en cours, tel que la halle de Montseve-lier ou la crèche de Vicques, la réfection des berges de la Scheulte ou la révision du plan d'aménagement local, il ne faut pas oublier tous les petits travaux nécessaires au bon fonctionnement d'une commune d'un peu plus de 2600 habitants. Je ne vais pas les lister de peur d'en oublier, tellement ils sont nombreux.

Il a été démontré que lorsque l'on met toute l'énergie nécessaire dans un projet, comme par exemple celui de la crèche, il peut être réalisé dans un temps record, comme l'a relevé le Président de la commission de construc-tion, Claude-Alain Chapatte, lors de la réception pour la levure des travaux.

Au niveau des autorités, il a fallu s'acclimater au nouveau fonctionnement avec la création d'un Conseil géné-ral. Même si les débuts ont nécessité quelques points de rodage, nous pouvons à ce jour dire, que tant le légi-slatif que l'exécutif ont atteints leur rythme de croisière et qu'ils tiennent le gouvernail d'une seule main. Ceci même si quelques fois, l'un voulait virer bâbord et l'autre plutôt à tribord. Toutefois ces points de divergence sont restés dans des proportions tout à fait normales et grâce aux qualités et au pragmatisme des membres de l'équipage, ils n'ont pas créé les remous qu'ont connus d'autres navires de la région.

Si le chef de la cabine de commandement, soit le Président du Conseil communal, fonction au combien impor-tante, donne les impulsions pour maintenir le tracé, il ne faut pas oublier que le capitaine du navire est bel et bien le Président du Conseil général. A ce titre, c'est à lui qu'incombe prioritairement la tâche de représenter la commune et à mon sens, ce point du protocole a été quelque peu négligé durant cette première législature. A noter qu'une correction a toutefois été entreprise ces derniers mois et je souhaite qu'elle continue pour la tra-versée de ce deuxième cap.

Au niveau du personnel communal tant administratif que technique, nous pouvons les féliciter de l'excellent travail fournit pour la mise à flot du bateau. Afin que ces employés ne s'essoufflent pas, il est encore nécessaire de faire quelques adaptations et j'invite le Conseil communal à prendre en compte ce point pour garantir la qualité de flottaison du navire.

Pour ceux qui pensaient que le grand paquebot de Vicques allait dans son sillon, faire chavirer les petites chaloupes de Vermes et Montsevelier, la traversée de ce premier cap a démontré que ce n'est pas le cas, au vu des travaux réalisés dans ces deux dernières localités.

Nous pouvons donc toutes et tous nous féliciter du travail accompli durant cette législature et être fier de la réussite de la mise à flot de la nouvelle commune de Val Terbi.

C'est donc satisfait que je vais regarder fièrement, repartir le 1 janvier 2018 pour une nouvelle traversée, ce grand bâtiment paré des pavillons de Vicques, Vermes, Montsevelier mais également celui de Corban.

Je vous souhaite à toutes et tous ainsi qu'à vos familles, de bonnes et heureuses fêtes de fin d'année et vous souhaite tout le meilleur pour l'année prochaine.

Pour clôturer dignement la dernière séance du Conseil général de cette 1^{ère} législature, le législatif et l'exécutif entonnent la Rauracienne.

La séance est levée à 21h50

Vicques, le 12 décembre 2017

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Xavier Dobler
Président

Sophie Lachat
Secrétaire